

## **Le différend sur les propriétés de l'Église russe hors frontières à Jérusalem \***

par Semion CHERTOK

L'une des places centrales de Jérusalem s'appelle en hébreu Migrash ha-Russim. Le nom autrefois était en russe : « Place de l'Hôtellerie russe » ; il a été par la suite traduit en hébreu. Deux fois par jour je passe sur cette place parmi les vieilles maisons d'architecture russe, pour aller à mon travail et en revenir. Il m'est tombé dans les mains des photographies tout à fait uniques de l'hôtellerie réalisées au début du siècle. Elle n'a presque pas changé mais les vieux clichés rendent l'atmosphère des années passées et l'aspect des gens de cette époque : une cérémonie religieuse, des matelots russes en arrière-plan et la cathédrale de la Sainte Trinité encore ouverte au culte aujourd'hui, des pèlerins venus de Russie...

Il y a six mois, passant par la Place de l'Hôtellerie, j'ai rencontré un groupe de gens inhabituel : ils parlaient russe entre eux et en anglais aux Israéliens qui les accompagnaient. C'était un groupe de membres du consulat soviétique, ouvert à présent en Israël, avec des avocats israéliens qu'ils avaient invités, ainsi que des membres des ministères israéliens des Affaires étrangères et de la Justice. Les membres de la délégation considéraient les immeubles parce qu'ils s'apprêtaient à les inventorier au nombre des « biens religieux soviétiques, anciennement propriétés russes », devenus propriétés de l'État d'Israël et aujourd'hui objet de litige.

Quelle est donc l'origine de cette Hôtellerie russe ? De tout temps, la Russie a eu des liens avec la Terre sainte. Les pèlerinages des orthodoxes ont commencé dès le XI<sup>e</sup> siècle. Aucune considération politique n'a jamais altéré la vénération que les Russes et l'Église russe ont

\* Texte paru en russe dans *Rousskaïa Mysl*, n° 3736, du 5 août 1988. Traduction par Françoise Suel-Haverland.

toujours portée à la Palestine, qu'ils appelaient des noms de Terre désirée, Terre sainte, Terre des juifs, Judée, ou encore Terre promise.

Le premier pèlerin russe qui a laissé un récit de sa visite à Jérusalem, l'higoumène Daniel Zatotchnik, y est venu au XII<sup>e</sup> siècle. Il dit y avoir allumé la veilleuse permanente au Sépulcre du Christ « au nom de toute la Rus' ». Le premier, il a décrit les lieux saints et les conditions du pèlerinage. Au sommet du Mont des oliviers, Daniel Zatotchnik écrivit : « Me voici arrivé à la sainte ville de Jérusalem et j'aperçois, près d'elle, les hautes montagnes majestueuses. On ne peut pas ne pas être touché jusqu'aux larmes ».

Mais, jusqu'au milieu du siècle passé, seuls quelques audacieux se décidaient au long voyage de Russie en Palestine. Dans la brochure « Choses vues à Jérusalem », éditée à St-Petersbourg en 1837, on lit : « Nous traversons une ville déserte où règne un silence lugubre et qui n'est riche que de grands souvenirs ». Mais peu à peu le désir des Russes orthodoxes de visiter la Terre sainte se transforma en un mouvement massif de pèlerinage et la Compagnie de Navigation de Novorossijsk se mit à transporter chaque année plusieurs milliers de pèlerins en Palestine qui embarquaient à Odessa et de là allaient par bateau jusqu'à Jaffa.

Le 11 février 1847, fut présentée au souverain, qui l'accepta, une *Pétition pour la fondation d'une mission religieuse russe à Jérusalem*. Un trafic important commença après la campagne de Crimée qui se déroula au cours des années 1854-55. Les intérêts de l'Église et du gouvernement coïncidaient. Un contemporain explique ainsi : « Le renforcement des missions catholiques et protestantes a éveillé soudain, au sein de notre gouvernement, un vif intérêt pour la Terre Sainte et pour l'état de l'orthodoxie en Orient ». Ainsi, en 1857, le Saint-Synode prit la décision officielle d'ouvrir une délégation en Terre sainte. L'année précédente avait été créée à Saint-Petersbourg la « Société russe de navigation et de commerce », pour transporter les pèlerins en Palestine. Le Comité de Palestine, avec à sa tête le frère du tsar, le Grand-Duc Constantin Nicolaevitch, fut fondé l'année suivante, en 1858. La même année, la mission religieuse russe commençait son activité à Jérusalem. Elle acquit des terrains ayant une importance biblique, des propriétés agricoles, et réalisa d'importantes constructions.

Avant la Première Guerre mondiale, il y avait en Palestine et surtout à Jérusalem, onze églises russes, sept monastères, dix-sept maisons d'accueil des étrangers (hôtelleries pour pèlerins), un hôpital, quatre dispensaires, vingt-cinq écoles, deux séminaires. L'achat des biens et les nouvelles constructions furent financés par la Société impériale orthodoxe de Palestine, qui fut solennellement inaugurée à Saint-Pétersbourg en 1882, sous la présidence du Grand-Duc Serge Alexandrovitch, en vue de remplacer le Comité de Palestine. Cette Société avait des antennes dans cinquante villes et recevait des dons immenses.

La première acquisition, et la plus importante, fut cette place, non

loin des murs de la vieille Ville, sur laquelle fut construite l'Hôtellerie russe. Elle fut achetée en 1860 à la famille Taunus pour 713.810 roubles. Les Turcs ont utilisé la place pour des parades militaires et des constructions et l'ont appelée Khamidane. Aux VII<sup>e</sup>-VI<sup>e</sup> siècles avant J.C., il y avait eu ici un camp militaire assyrien, et au premier siècle de l'ère chrétienne, un camp de la légion romaine de Titus, qui a conquis Jérusalem en l'an 70. Les Russes ont d'abord baptisé cet endroit Nouvelle Jérusalem. Il ne fut appelé Hôtellerie russe que beaucoup plus tard. Un architecte, Martin Ivanovitch Eppinger, arriva de Saint-Pétersbourg et les immeubles construits d'après ses plans ont été les premières maisons chrétiennes établies en dehors des limites de la vieille Ville.

M.I. Eppinger avait dressé les plans de l'Hôtellerie russe, comme un immense territoire carré entouré d'un mur, à l'intérieur duquel il a construit sept bâtiments, une vraie ville dans la ville, pour les pèlerins russes. Ainsi naquit l'église de la Sainte-Trinité, encore ouverte au culte aujourd'hui avec ses dix dômes verts et les premières cloches autorisées à Jérusalem par les Turcs. Puis apparurent un hôpital, une auberge pour les moines pèlerins, le consulat russe, la mission religieuse russe, les Hôtelleries Elisabeth, Serge, Nicolas et Marie, et, un peu plus loin, l'orphelinat Benjamin. Le tout fut terminé en 1903.

Jusqu'à la fin de la construction, les pèlerins vivaient dans des tentes et dans des bâtiments provisoires en bois. Les anciennes photographies retrouvées montrent ces logements qui n'existent plus aujourd'hui, les épiceries et les librairies, les ateliers de peinture d'icônes, les chaudrons d'eau pour la boisson et la lessive, pour la cuisine collective et les bains. Au début de ce siècle, il se rassemblait à Pâques jusqu'à dix mille pèlerins russes à Jérusalem, chiffre équivalent à la population chrétienne qui vivait alors en Palestine. Dans la brochure « Pâques à Jérusalem », parue à Saint-Pétersbourg en 1912, on lit : « Maintenant les rues de Jérusalem sont bruyantes et animées ». Un pèlerin écrit : « Partout il y a une ambiance russe. Ici, comme partout à Jérusalem, nos moujiks et nos paysannes se sentent comme chez eux et, de même que les Anglais, ils s'étonnent sincèrement et même s'indignent si on ne les comprend pas ».

L'Hôtellerie russe était la plus grande de toutes les propriétés des États étrangers en Palestine. C'est après celle-ci que les États commencèrent à acheter d'autres terrains en deçà et au-delà des murs de la vieille Ville. Mais pour la plupart, ces nouvelles parcelles n'ont pas été bâties. C'étaient des investissements de capitaux à long terme, à un moment où les prix montaient. Les acquisitions qui atteignirent les plus hauts prix se situaient à proximité des lieux saints de la chrétienté.

\*  
\* \*

Aujourd'hui, tous les monastères et les églises russes de Jérusalem, sauf la cathédrale de la Sainte-Trinité et le monastère de Gornen à Ain-Kerem, continuent d'appartenir à l'Église orthodoxe russe hors frontiè-

res. La Première Guerre mondiale et la révolution de 1917 ont créé une situation compliquée pour les biens russes de Palestine. Les pèlerinages venant de Russie ont complètement cessé. Les Bolcheviks se déclarèrent héritiers des biens de l'Empire russe, mais ils en rejetèrent les devoirs et les obligations. D'ailleurs, à cette époque, la Terre sainte et les biens russes n'éveillaient aucun intérêt chez les dictateurs communistes. Le lien entre la Russie et la Terre sainte fut transformé sans être complètement interrompu car une grande partie des prêtres et des moines ne s'est pas soumise au pouvoir soviétique. Ceux qui se trouvaient à l'étranger ne sont pas rentrés en Russie, et ceux qui le pouvaient ont passé la frontière avec l'Armée Blanche.

L'Église orthodoxe russe hors frontières, constituée en 1921, se chargea d'administrer la mission religieuse russe et la Société orthodoxe palestinienne de Jérusalem. La Grande-Bretagne, à laquelle la Palestine est passée en 1917 en qualité de territoire sous mandat, s'estime, elle aussi, héritière des biens spirituels et matériels de l'Église orthodoxe « blanche ». Mais l'activité de celle-ci à Jérusalem déclina parce que les dons des fidèles de Russie avaient cessé d'arriver. L'Église subsista en louant ses propriétés agricoles achetées au siècle précédent. Jusqu'en 1948, la mission religieuse et la Société orthodoxe de Palestine en ont possédé 32, dont 24 étaient reconnues « Lieux saints ».

Quant à l'Hôtellerie russe, après 1917, les Anglais en prirent possession. L'auberge pour les moines devint la prison centrale (actuellement « Musée des héros de la lutte contre les colonisateurs anglais »). L'hôpital russe, un hôpital militaire et la police s'installèrent dans l'hôtellerie Nicolas.

La situation se compliqua encore en 1948, après la proclamation de l'État d'Israël. Le départ des Anglais et la guerre pour l'indépendance ayant divisé la Palestine entre l'État hébreu et la Jordanie, les propriétés de l'Église russe se trouvèrent divisées en deux parties. L'Union soviétique exigea alors qu'on lui rende la partie qui se trouvait sur le territoire d'Israël. La demande fut satisfaite par simple protocole administratif. Ceux qui signèrent cet accord se sont justifiés par la suite en alléguant que les prêtres et les moines étaient prétendument partis en abandonnant les biens et, du point de vue israélien, ceux-ci n'étaient à personne. L'Église russe hors frontières nia ce point de vue et elle affirme que les derniers moines et prêtres qui restaient ont été expulsés.

Il est probable que la conjoncture politique a joué un rôle. L'Union soviétique la première, a reconnu l'État d'Israël et lui a livré des armes lors de la guerre pour l'indépendance. Le moment de la perte des illusions n'était pas encore arrivé. L'Église russe hors frontières n'a jamais accepté ce protocole. Mais elle a gardé les biens qui se trouvaient en territoire jordanien.

Au début des années soixante, le pouvoir soviétique décida, on ne sait pourquoi, de vendre une grande partie des biens qui lui appartenaient à Jérusalem. On peut en supposer les raisons : il est possible que

le terrain et les immeubles ne rapportaient plus rien, et il fallait cependant les entretenir. Les pourparlers durèrent deux ans et se terminèrent en 1964 par la signature d'une transaction dite « Accord des oranges » : Israël acheta les maisons et les terres couvertes d'orangers pour cinq millions de dollars. Presque toute l'Hôtellerie russe se trouvait ainsi cédée, sauf l'église de la Sainte Trinité, les locaux de la mission religieuse du Patriarcat de Moscou et l'immeuble qui est loué actuellement à la Cour suprême d'Israël.

La délégation du consulat soviétique cherche aujourd'hui à obtenir le retour à l'Union soviétique de tout ce qui n'a pas été inclus dans la transaction de 1964. Il s'agit de l'Hôtellerie Serge, où sont actuellement installés le ministère de l'agriculture d'Israël et la Société pour la sauvegarde de la nature<sup>1</sup>. Le différend porte sur le fait que l'Hôtellerie Serge est inscrite sous le nom de Serge Alexandrovitch Romanov et, de ce fait, demeure la propriété de la famille impériale. Les représentants de l'U.R.S.S. soutiennent que la maison, étant inscrite au nom du Grand-Duc en tant que président de la Société de Palestine, appartient à la Société dont l'héritier direct est l'État soviétique. Mais le représentant de l'État d'Israël n'a pas exigé qu'on lui présente la décision du tribunal soviétique définissant clairement qui est l'héritier des biens de cette Société. Comme aucun héritier du Grand-Duc ne s'est manifesté, Israël conclut que l'immeuble n'appartient à personne. Et il estime, en ce qui concerne l'Union soviétique, qu'elle n'en a pas besoin et qu'elle veut, non pas satisfaire les aspirations religieuses des fidèles, mais accaparer systématiquement tout ce qu'elle peut. Il fut un temps où la maison était une hôtellerie pour les pèlerins aisés et les personnes de haut grade. Maintenant, une «délégation de pèlerins» arrive une fois par an de Russie en Israël. Elle comprend douze à treize personnes qui sont pour moitié des fonctionnaires du Département des relations extérieures du Patriarcat ; pour les prêtres il y a deux ou trois places, et, pour les simples fidèles, aucune.

La Guerre des Six jours de 1967 a modifié la situation des propriétés de l'Église orthodoxe russe hors frontières. Les terrains qui lui appartiennent sont devenus propriété d'Israël ou bien sont passés sous son contrôle. Mais le gouvernement israélien reconnaît le statut antérieur des organisations religieuses. Aussi estime-t-il légale l'activité des deux missions russes de Jérusalem. Chacune d'elles prétend l'emporter sur l'autre, mais on ne voit pas pourquoi le statu quo devrait être modifié. Il n'y a pas à craindre que la démarche de la délégation consulaire russe menace l'activité habituelle de la mission religieuse russe, qui est aussi paisible qu'auparavant. Personne ne songe à porter atteinte aux biens de l'Église russe hors frontières.

1. L'immeuble porte ce nom en l'honneur du Grand-Duc Serge Alexandrovitch, fondateur de la Société de Palestine, qui fut assassiné en 1905 par le terroriste Kaliaev alors qu'il était gouverneur général de Moscou.

Les noms historiques sont toujours là sur les frontons des immeubles de l'Hôtellerie russe de Jérusalem, y compris lorsqu'ils sont devenus la propriété de l'État d'Israël. Quand on passe devant l'Hôtellerie, on continue de voir les inscriptions russes, et les bâtiments ont toujours exactement le même aspect que sur les photographies du début du siècle. Partout aussi, on voit l'emblème de la Société impériale de Palestine avec une inscription gravée sur le pourtour, qui est une maxime du prophète Isaïe : « A cause de Sion je ne me tairai pas ; pour l'amour de Jérusalem, je ne prendrai point de repos » (Is 62,1).